

**AUTORISATION TEMPORAIRE  
D'OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC ROUTIER**
**RÉF : N° 2024-181 -CM**
**En date du 12-03-2024  
(24-203)**
**STATIONNEMENT**
**PLACE DE LA REPUBLIQUE**
**LE 03 AVRIL 2024**
**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

Le Maire de la Commune de Pamiers,

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :**

- L'article 2212-2 et suivants, relatif à la compétence de la police municipale en vue d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.
- Les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police du maire en matière de stationnement et de circulation.

**Vu le Code de la Route et notamment les articles R411-1 à R411-32 ;**
**Vu le Code de la Voirie Routière ;**
**Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;**
**Vu le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1 ;**
**Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992**
**Vu l'arrêté de Police Municipale du 15 avril 1976, les arrêtés complémentaires et modificatifs,**
**Vu l'arrêté municipal du 15.07.2020 portant délégation de signature,**
**Vu la délibération traitant des tarifs des services publics communaux**
**Considérant la demande en date du 04 mars 2024 émanant des TRANSPORTS COTTIN, représentés par madame Cottin Nathalie demeurant 47 avenue du 8 Mai 1945 – 92390 Villeneuve la Garenne, pour le compte de la banque Courtois.**
**Considérant que le présent arrêté ne concerne que l'occupation du domaine public routier et ne libère pas le pétitionnaire de ses obligations éventuelles envers d'autres services municipaux ou administrations,**
**Considérant qu'il importe de prendre les mesures de police qui s'imposent afin de garantir la sécurité du personnel intervenants, ainsi que des usagers de la voie publique.**
**Considérant qu'il importe de déroger à l'arrêté permanent interdisant la circulation des véhicules de plus de 15 tonnes en centre-ville.**
**Considérant qu'il importe d'autoriser un véhicule de grand gabarit à emprunter un sens interdit, afin de faciliter les manœuvres de celui-ci en centre-ville.**
**ARRÊTE :**
**ARTICLE 1 : OBJET**
**Les Transports Cottin sont autorisés à occuper le domaine public et à stationner un véhicule de 19 tonnes pour enlever un distributeur bancaire à la banque Courtois place de la République.**
**Une dérogation de tonnage est accordée au pétitionnaire.**
**ARTICLE 2 : DURÉE**
**Le pétitionnaire est tenu de réaliser et de terminer l'enlèvement du distributeur de billets dans la période du 03 avril 2024.**
**ARTICLE 3 : CONFORMITÉ**
**- Obligation est faite au pétitionnaire de se conformer strictement à sa demande, aux prescriptions du présent arrêté ainsi qu'à la stricte affectation du Domaine Public Routier.**
**- Obligation est faite au pétitionnaire de prendre toutes mesures nécessaires pour que l'exécution et l'exploitation des travaux n'apportent ni gêne, ni trouble à la circulation et aux autres usagers du Domaine Public Routier.**
**- Obligation est faite au pétitionnaire d'afficher la présente autorisation à chaque extrémité de la zone d'intervention.**
**- Obligation est faite au pétitionnaire de respecter les règles d'hygiène et de salubrité publique : dépôt d'ordures, dépôt d'encombrants, dépôt de déchets verts ... (exemples non exhaustifs) sur la voie publique, sous peine de se voir appliquer les pénalités et amendes règlementaires.**
**Le cas échéant il sera demandé au pétitionnaire de présenter une attestation précisant la date et l'heure de passage du SMECTOM qui assure l'enlèvement des dépôts.**
**ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS**
**Le pétitionnaire est tenu au strict respect des prescriptions suivantes :**
**- De respecter les prescriptions techniques, mentionnées dans sa permission de voirie, le cas échéant.**
**- De parfaitement sécuriser le chantier et/ou la zone d'intervention par tous les moyens nécessaires aux moyens de**

**matériels de sécurité adéquats.** Exemple non exhaustif : l'affichage de la mention « piétons passez en face », de l'éclairage, de bandes réfléchissantes, de cônes, de rubalise ... afin que par tous les moyens nécessaire la zone d'intervention soit parfaitement sécurisée et visible de tous les usagers de la voie publique.

- **De parfaitement signaler le chantier et/ou la zone d'intervention, tant en amont qu'en aval de la zone, aux moyens de matériels de signalisations adéquats.** Exemple non exhaustif : l'affichage de la signalisation et la pré-signalisation de travaux, chantier ou intervention, les panneaux de chantiers réglementaires, les triangles de signalement, la rubalise ... afin que par tous les moyens la zone d'intervention soit parfaitement signalée à tous les usagers de la voie publique.

- **De respecter les règles de nettoyage et de non-pollution de la voie publique.** Aucun déchet ne doit être évacué dans les canalisations, les égouts, boues de chantier, produits chimiques ... exemples non exhaustifs.

#### **ARTICLE 4.1 : PRESCRIPTIONS D'EMPRISE**

Une emprise pour le stationnement est accordée au pétitionnaire place de la République au droit de la banque Courtois.

#### **ARTICLE 4.2: PRESCRIPTIONS DE CIRCULATION**

- Afin de permettre et faciliter la circulation du véhicule (plus de 15t), une **dérogation de plus de 15 tonnes** est accordée au pétitionnaire.

-**Le pétitionnaire doit arriver par la Promenade des Maquisards et est autorisé à emprunter la rue des Carmes en marche arrière, accompagné de la Police Municipale.**

La priorité est donnée aux véhicules respectant le sens de circulation de la rue des Carmes.

Chaque manœuvre à contre sens doit impérativement être accompagnée par un personnel au sol pour sécuriser la circulation et faciliter la manœuvre.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES**

La présente autorisation d'Occupation du Domaine Public est délivrée à titre payant, conformément à la délibération des tarifs des services publics communaux.

Somme à régler auprès du Trésor Public dès réception de « **l'Avis de somme à payer** » émis par celui-ci : **15€**

**Somme forfaitaire de 15€**

#### **ARTICLE 6 : SIGNALISATION**

La **signalisation réglementaire de police** est fournie, mise en place, entretenue puis repliée par le pétitionnaire.

La **pré-signalisation et la signalisation réglementaire** sont fournies, par les services techniques est entretenues puis repliées par le pétitionnaire.

#### **ARTICLE 7 : APPLICATION**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, et les transports Cottin **sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.**

#### **ARTICLE 8 : RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.

#### **ARTICLE 9 : AMPLIATION**

##### **Copie pour application :**

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,  
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,  
Les transports Cottin.

Fait en l'Hôtel de Ville de Pamiers, le douze mars deux-mille vingt-quatre.

Pour extrait conforme au registre



Pour le Maire,  
Le Maire Adjoint,  
Fabrice BOCAHUT